

POPULISME ET DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE NOTES ET RÉFLEXIONS

Roger Bartra

ESKA | *Problèmes d'Amérique latine*

2009/1 - N° 71
pages 11 à 25

ISSN 0765-1333

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2009-1-page-11.htm>

Pour citer cet article :

Bartra Roger, « Populisme et démocratie en Amérique latine Notes et réflexions », *Problèmes d'Amérique latine*, 2009/1 N° 71, p. 11-25. DOI : 10.3917/pal.071.0011

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POPULISME ET DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE

NOTES ET RÉFLEXIONS

*Roger BARTRA **

Le populisme est une thématique sur laquelle les sciences sociales se sont montrées extraordinairement créatives et productives en Amérique latine grâce aux recherches et aux réflexions commencées il y a plus de quarante ans. Nous disposons d'un très riche corpus d'idées sur le populisme ce qui nous permet d'aborder avec une certaine facilité la résurgence de ce phénomène politique complexe. Il est vrai que, dans la mesure où le populisme paraissait enterré ou marginal, l'intérêt pour lui a décliné. L'aprisme, le cardénisme, le péronisme et le vargisme paraissaient des processus disparus. Les échos du populisme de Paz Estenssoro en Bolivie, de Velasco Ibarra en Équateur et de Jorge Eliécer Gaitán en Colombie se sont tus. Mais ces dernières années l'écho du populisme se fait de nouveau entendre. On constate au Mexique une réapparition du cardénisme en 1988. En 1998, Hugo Chávez devient le président du Venezuela et en 2006 deux campagnes électorales victorieuses conduisent Rafael Correa et Evo Morales respectivement à la présidence de l'Équateur et de la Bolivie. Cette même année, au Pérou, un populiste agressif, Ollanta Humala, a disputé la présidence à l'apriste Alan García aux élections présidentielles. Et au Mexique une poussée populiste a donné une quasi-victoire présidentielle à Andrés Manuel López Obrador. Quelques années auparavant, on avait assisté à la réapparition du style populiste avec le ménémisme et le fujimorisme. Aujourd'hui, plus personne ne doute du retour du populisme.

Les textes écrits par les sociologues dans les années 1960 valent la peine d'être relus. Je ne ferai ici qu'un bref survol de ces réflexions pour les garder

* Roger Bartra est anthropologue à l'Instituto de Investigaciones Sociales de l'Universidad Autónoma de México.

en mémoire et inviter à les prendre en considération. Je m'appuierai sur quelques-unes de ces idées pour les mettre en relation avec mes interprétations et mes propositions. Quand Gino Germani s'est référé aux mouvements qu'il appelait nationaux populaires et aux régimes populistes nés dans leur sillage, il les caractérisa comme suit : « l'autoritarisme, le nationalisme et diverses formes de socialisme, de collectivisme ou de capitalisme d'État : ces mouvements ont combiné de façon différente des contenus idéologiques opposés. Autoritarisme de gauche, socialisme de droite et une foule de formules hybrides et quasi paradoxales du point de vue de la dichotomie (ou de la continuité) "droite-gauche" ¹ ».

Germani reconnaît là sa dette vis-à-vis des idées de S.M. Lipset sur l'autoritarisme de la classe ouvrière et observe que cette forme de participation politique des masses diffère du « modèle occidental ». Germani soutient que cette situation est propre aux pays sous-développés qui se caractérisent par ce qu'il appelle « la singularité du non contemporain ». Cette formule est une adaptation des théories du sociologue William Ogburn sur le déphasage culturel (*cultural lag*), thèse très influente à l'époque de Germani. Cette interprétation du sous-développement comme un ensemble bigarré de formes asynchroniques et inégales de développement socio-économique a pris les expressions les plus diverses et est devenue une sorte de lieu commun. On a parlé par exemple du continuum *folk-urban*, du colonialisme interne, de la société duale, du développement inégal et combiné, ou de l'articulation des différents modes de production.

La spécificité que relève Germani consiste en ce que, durant le chaotique processus de transition des sociétés théocratiques et oligarchiques à des formes modernes et industrielles, apparaissent des mouvements populaires qui ne s'intègrent pas au système politique en accord avec le modèle démocratico-libéral mais qui adoptent des expressions populistes (qu'il appelle « national-populaires »). Et cela, parce que les canaux de participation offerts à la société sont soit insuffisants, soit inadéquats.

Un autre sociologue, Torcuato S. di Tella, ajoute à l'explication de Germani ce qu'il appelle un « effet d'aveuglement ». À la différence de ce qui s'est passé dans les pays européens, le monde sous-développé constitue la périphérie de l'éblouissant centre – avancé, sophistiqué, et riche – qui produit un effet de démonstration aussi bien chez les intellectuels qu'au sein du restant de la population. Les moyens massifs de communication élèvent le niveau des aspirations et, lorsque le manteau de la société traditionnelle craquèle, une pression sociale à la recherche de solutions imprévisibles apparaît. Comme la modernisation se doit d'être énergique et rapide, les mouvements sociaux sont

1. Gino Germani, « Democracia representativa y clases populares », dans Gino Germani, Torcuato S. di Tella y Octavio Ianni, *Populismo y contradicciones de clase en Latinoamérica*, Ediciones Era, Mexico, 1973, p. 29. Un livre d'Octavio Ianni résume bien les préoccupations de la gauche sur ce phénomène : *La formación del Estado populista en América Latina*, Ediciones Era, Mexico, 1975.

soudains et excessifs pour un système économique retardataire et incapable de faire face à de nouvelles demandes. Les masses qui rompent avec la société traditionnelle ne se cristallisent pas en des mouvements politiques libéraux ou ouvriers, comme en Europe, mais sont au contraire attirées par des leaders charismatiques et démagogiques de style populiste ².

Torcuato S. di Tella souligne en outre un nouveau phénomène : l'apparition de ce qu'il appelle les « groupes non-conformes ». Il se réfère à des segments sociaux disloqués et désormais hors contexte, comme les aristocrates appauvris et en dissension sociale, les nouveaux riches qui ne sont toujours pas acceptés dans les cercles les plus huppés ou les groupes ethniques déplacés. Il s'agit de secteurs sociaux qui accumulent le ressentiment et nourrissent une amertume et un désir de vengeance contre un *establishment* qu'ils trouvent injuste. « Les groupes non-conformes – explique Torcuato S. di Tella – et les masses mobilisées et disponibles sont faits les uns pour les autres. Si leur situation sociale est différente, ils partagent une même haine et une même antipathie pour le statu quo dont ils ont une expérience viscérale et passionnée. Ce sentiment est très différent de ceux qu'un intellectuel peut connaître à la suite de ses activités professionnelles – sauf si lui aussi est non-conforme, ce qui est assez courant dans les régions sous-développées ³. »

On peut comprendre les limites de ces approches qui inscrivent le phénomène populiste dans le contexte de la transition des sociétés traditionnelles à la modernité. Le populisme serait ainsi une anomalie ou un accident qui apparaît durant un processus de transition où les pays sous-développés ne suivent pas les modèles occidentaux. Cela dit, tout en laissant de côté les aspects linéaires et développementalistes de ce raisonnement, on peut sauvegarder trois propositions dans les raisonnements de Germani et de Di Tella.

ANCIENS ET NOUVEAUX POPULISMES

Tout d'abord, on peut souligner l'importance de la présence d'un large segment de la société formé d'un mélange hétérogène de survivance de formes sociales traditionnelles : groupes exclus par la modernisation, structures aberrantes de projets économiques avortés, bureaucraties discréditées, groupes ethniques en décomposition, commerçants ambulants, migrants sans emploi, marginaux hyperactifs, travailleurs précaires, et mille autres. Il s'agit d'une masse de population qui vit la singularité incongrue de sa non-contemporanéité et de son asynchronie pour utiliser les termes de Germani et de Di Tella. Ce sont eux qui forment la masse hétérogène appelée « peuple » par les dirigeants populistes, un véritable pot-pourri dont les dissensions et la composition varient beaucoup selon les pays et les époques et qui ne caractérisent pas seulement l'Amérique latine des années 1930 ou 1950,

2. Torcuato S. di Tella, « Populismo y reformismo », dans Gino Germani, Torcuato S. di Tella y Octavio Ianni, *op. cit.*, p. 38 sq.

3. *Ibid.*, p. 43.

mais dont on constate l'existence de nos jours. Il ne s'agit donc nullement d'un phénomène exclusivement lié à la transition mais, bien au contraire, d'une situation durable.

Le deuxième aspect sur lequel il nous faut insister est l'importance accordée à la rapidité et à l'agressivité de la modernisation et de l'expansion du capitalisme en Amérique latine. Il nous faut aussi affirmer qu'il ne s'agit pas, là non plus, d'un processus limité à la transition des sociétés oligarchiques retardataires aux systèmes d'accumulation capitaliste et d'industrialisation les plus avancés. L'arrivée en Amérique latine de nouvelles tendances se produit, quoiqu'avec un certain retard, de la façon la plus impétueuse et, pour utiliser la métaphore de Di Tella, de façon aveuglante, sans que l'on ait préparé la société à accueillir ces changements. En fin de compte, ces changements comme ceux liés à la globalisation, ont mûri dans les économies centrales et ont étendu très rapidement leur influence vers la périphérie en étant portés par la voracité propre aux grandes entreprises transnationales.

Ainsi, la présence constante de masses non-conformes et bigarrées et de flux aveuglants et vertigineux continue d'avoir des conséquences politiques très importantes dans les sociétés latino-américaines aujourd'hui. Nous faisons quotidiennement l'expérience des changements brutaux et des conséquences bouleversantes produits par ces flux aveuglants au sein des masses non-conformes. Comme l'a expliqué Germani, les mobilisations produites par la pénétration du flux d'une modernisation frénétique dans une masse sociale composite sont difficiles à assimiler et ébranlent les systèmes politiques. Ainsi ces mouvements et ces ébranlements deviennent le bouillon de culture des expressions populistes. Mais Germani s'est trompé en considérant ce phénomène comme le seul fruit de la transition des oligarchies traditionnelles aux sociétés modernes.

En troisième lieu, on peut aussi reprendre de la vieille perspective sociologique fonctionnaliste latino-américaine ses aperçus sur l'importance de leaders charismatiques dans les phénomènes populistes. L'autoritarisme, qui caractérise aussi bien les mouvements populistes que les régimes qu'ils fondent, s'associe à la force personnelle des dirigeants dont le discours est généralement un élan idéologique qui tourne autour de l'exaltation du peuple, entendu comme une notion vague se référant à l'existence d'une dualité sociale néfaste à laquelle il est indispensable de mettre fin. Il est évident que la présence de leaders politiques forts et charismatiques n'est pas propre au populisme. Ce qui est propre au populisme serait plutôt le discours idéologique du leader et les relations très spécifiques qui le mettent en relation avec les masses qui l'appuient. Il s'agit aussi du caractère multi-idéologique d'un discours avec une très forte charge émotionnelle qui en appelle directement à une masse souffrante hétérogène, au-delà des classes sociales. Cependant, bien que le discours populiste s'adresse au cœur du peuple qu'il convoque directement, le mouvement tend à organiser – tout spécialement quand il arrive au pouvoir – un réseau complexe de médiations

de type clientéliste. Ajoutons enfin que le culte du leader charismatique va de pair avec une « étatolâtrie » généralisée.

DÉFINIR LE POPULISME

Je vais en venir maintenant à l'épineux problème de la définition du populisme. On a signalé de façon répétée la très grande difficulté à définir ce terme et Ernesto Laclau a même dit qu'il était impossible à définir. Cet auteur avait déjà signalé en 1978 que le populisme ne pouvait être défini comme l'expression d'une « classe sociale » (comme la paysannerie, les fermiers ou la petite bourgeoisie), pas plus que comme le résultat aberrant de la transition d'une société traditionnelle à une société industrielle. L'étude comparative des mouvements et des régimes qu'on a qualifiés de populistes présente de nombreuses incohérences quand on prétend ranger dans la même catégorie le populisme russe du XIX^e siècle, le nassérisme égyptien, le péronisme argentin et le chavisme vénézuélien. Et si l'on y ajoute, comme le suggère Laclau, le fascisme et le socialisme révolutionnaire, il devient évident que nous ne pourrons jamais atteindre une définition du populisme capable de rendre compte d'un spectre aussi ample et varié de situations politiques.

La confusion est en grande partie due au fait que, pour échapper aux explications du populisme qui renvoient à ces fonctions et au processus de changement dans lequel il prend place, on privilégie cette dimension idéologique pour le définir. Et là encore il est très difficile de généraliser. La formule que propose Laclau pour expliquer le populisme comme phénomène idéologique puise à l'idée marxiste althussérienne d'« interpellation ». Le populisme serait un discours qui interpelle le « peuple » comme sujet pour s'opposer au pouvoir hégémonique. L'interprétation peut osciller entre deux pôles : la forme la plus haute du populisme – le socialisme qui entend supprimer l'État comme force antagoniste – et la force opposée – le fascisme – dirigée à préserver l'État totalitaire. Et l'on aurait entre ces deux formes extrêmes toute une gamme de phénomènes idéologiques populistes tel le bonapartisme ⁴.

Selon cette interprétation, le populisme bien qu'il soit entendu comme un phénomène essentiellement idéologique peut prendre des formes aussi bien très définies qu'indéfinies et confuses. Du coup, toute expression idéologique peut être taxée de populisme. L'interprétation populiste surgit historiquement, selon Laclau, en liaison avec la crise d'un discours idéologique dominant, crise qui est tout à la fois la partie d'une crise sociale plus générale due à une fracture du bloc au pouvoir et à l'incapacité de celui-ci à neutraliser les secteurs dominés. Surgit à ce moment-là une classe ou une fraction de classe qui a besoin d'en appeler au « peuple » contre l'idéologie en vigueur ⁵.

4. Ernesto Laclau, *Política e ideología en la teoría marxista. Capitalismo, fascismo y populismo*, Siglo XXI editores, Mexico, 1978, p. 231 sq.

5. *Ibid.*, p. 205.

Laclau a récemment poursuivi, amplifié et modifié sa définition du populisme. Il prétend offrir une plateforme logique et rationnelle au populisme latino-américain. Ce qu'il appelle « la raison populiste » doit être capable de transformer la critique des aspects négatifs (la vacuité du discours) en une exaltation de ses vertus (le leader). Il substitue aujourd'hui l'idée d'« interpellation » par celle de « construction » de l'identité populaire. La diversité des demandes populaires dans ce processus idéologique est condensée par le discours populiste en un ensemble d'équivalences significatrices. Ces équivalences annulent les significations propres de l'hétérogénéité et produisent un vide. C'est dans cette vacuité du populisme – qu'on a décrite comme une ambiguïté idéologique – que Laclau discerne paradoxalement sa rationalité. La rationalité populiste consiste à accueillir la pluralité et à la construire en un mot vide : « le peuple ». C'est ici que Laclau introduit son explication du rôle central du leader : l'unité de cette formation discursive est transférée à un ordre nominal. La « désignation » du leader remplit le vide et donne un sens au peuple. Ainsi, le nom se transfère vers le fondement d'une chose ⁶. L'identité populaire ainsi constituée, dirigée par son leader, exige alors une représentation (totale ou partielle) dans les sphères du pouvoir.

Il s'agit là d'une solution purement rhétorique au problème de la définition du populisme, réalisée maintenant à l'aide de la psychanalyse lacanienne. Il a la capacité de définir clairement et précisément le problème grâce à la notion vide de « peuple » et au processus nominaliste de son invention. Je ne veux pas entrer ici dans toutes les subtilités de cette nouvelle interprétation de Laclau mais simplement souligner qu'il s'agit d'une alternative à l'analyse fonctionnaliste qui fait basculer l'explication du côté du discours idéologique. Cela implique des limites importantes, mais lui permet d'échapper aux implications critiques qui sous-tendent l'utilisation du terme « populisme » et d'ouvrir la porte à son exaltation intellectuelle. Ceci dit, il me paraît très difficile que les actuels leaders populistes acceptent que l'on applique ce substantif à leurs mouvements. Ils craindraient qu'un tel mot ne fût la pierre de touche d'une critique des visées politiques qu'ils impulsent. Il s'avère peu probable qu'un dirigeant populiste accepte comme *rational choice*, comme choix rationnel, la proposition faite par Laclau d'utiliser le nom de cette chose étrange qu'ils promeuvent.

LE POPULISME, UNE CULTURE POLITIQUE

Ces brèves réflexions critiques vont me servir de point d'appui pour construire une interprétation différente. Il me semble que nous pouvons considérer le populisme comme une forme de culture politique plus que comme la cristallisation d'un processus idéologique. Au centre de cette culture politique il y a certainement une identité populaire qui n'est pas un simple signifiant vide, mais un ensemble de coutumes, de traditions, de symboles, de valeurs, de médiations, d'attitudes, de personnages et

6. Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Le Seuil, Paris, 2008, p. 122.

d'institutions. Nous savons que les identités, qu'elles soient nationales, ethniques ou populaires, ne peuvent se définir en rapport à des essences ou à des entités fondamentales. Comme le dit Jacques Derrida « le propre d'une culture est de ne pas être identique à elle-même ⁷ ». Le « peuple » de la culture populiste est avant tout un mythe, et comme on le sait, le mythe constitue une logique culturelle qui permet de surmonter les contradictions les plus diverses.

C'est pour cela que si nous pouvons tracer des généalogies et des traditions dans les cultures populistes, montrer des influences et des connexions entre ces traditions, il est néanmoins impossible de définir un ensemble de traits communs à toutes celles-ci. Les vieux populismes du XIX^e siècle aux États-Unis et en Russie ont donné lieu à des traditions et à des manières de faire que nous pouvons reconnaître même chez leurs plus vieux descendants. Nous avons par exemple aux États-Unis George Wallace ou Ross Perot et en Europe le *squadrismo* agraire italien, le mouvement intellectuel *strapaese*, Pierre Poujade en France et l'apparition d'un populisme de droite dans les pays autrefois communistes ⁸.

On peut dire la même chose des vieux populismes latino-américains et de leurs relations avec leurs nouvelles formes. Si nous reconnaissons des héritages et des lignées politiques, il est difficile de reconnaître un habitus ou une forme commune qui les définisse tous dans leur ensemble. On peut en revanche reconnaître l'existence d'une espèce d'arbre généalogique du populisme latino-américain qui, s'il a bien des traits communs avec des traditions européennes et nord-américaines, n'en constitue pas moins une branche à part de la culture politique, sans l'enfermer pour autant dans une définition. Et c'est dans cette culture politique que nous pouvons discerner des habitus autoritaires, des médiations clientélistes, des valeurs anticapitalistes, des symboles nationalistes, des personnages charismatiques, des institutions étatiques et tout spécialement des attitudes qui exaltent ceux d'en bas, les gens simples et humbles, le peuple.

Pour récapituler, on peut dire que le populisme est une culture politique alimentée par l'ébullition de masses sociales caractérisées par leur asynchronisme bigarré et leur réaction contre les flux rapides d'une modernisation aveuglante, une culture qui dans ses moments de crise marque les mouvements populaires, leurs leaders et les gouvernements qui éventuellement se mettent en place. On peut comprendre que de telles situations sont apparues à divers moments historiques. En Amérique latine, cette situation est apparue lors de ce qu'on a appelé la crise des États oligarchiques et, plus récemment, sous l'influence de la puissante

7. Jacques Derrida, *L'Autre Cap*, Minuit, Paris, 1991, p. 16.

8. Voir l'important recueil d'essais dirigés par Ghita Ionescu et Ernest Gellner, *Populism. Its Meaning and National Characteristics*, Weidenfeld & Nicolson, Londres 1969. Sur l'Europe, voir Michel Wieviorka, *La Démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, La Découverte, Paris, 1993.

dynamique de la mondialisation. Ces phénomènes sont à l'œuvre aussi bien dans des processus politiques à grande échelle que dans des manifestations plus limitées et relativement marginales. Ils pèsent sur la formation des gouvernements, ou marquent simplement le style de certains leaders.

Bien que le populisme soit de mon point de vue avant tout une expression culturelle, je ne crois pas que nous puissions penser qu'il soit comme un gant que n'importe quelle main peut utiliser ou qu'il soit une forme sans contenu politique bien défini qui aille du nazisme au communisme. Il est évident que le populisme représente un éventail varié d'expressions idéologiques très souvent contradictoires. Sa cohérence ne tient pas à l'idéologie mais à la culture. C'est pour cela que le fascisme et le communisme qui ont été des blocs monolithiques de cohérence idéologique sont des phénomènes qui ressortent d'un tout autre ordre politique. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu des traits populistes dans les États fascistes ou communistes comme en Italie ou en Chine et à l'inverse que nous ne puissions rencontrer des ingrédients fascistes ou socialistes dans les populismes comme c'est le cas dans le péronisme et le cardénisme.

Néanmoins, les phénomènes populistes ont tendance à pencher à gauche et à occuper des territoires sociaux que les parties ou les groupes progressistes aspirent à pénétrer ou à représenter. De fait, les définitions les plus importantes du populisme trouvent leur origine dans les discussions entre marxistes à la fin du XIX^e siècle et nous devons bien évidemment à Lénine la vision critique et péjorative avec laquelle la gauche a l'habitude de considérer ce phénomène. Comme je l'ai dit, très peu d'hommes politiques acceptent d'être taxés de populistes, même si quelques-uns l'assument. En règle générale, le populisme a été considéré de façon extrêmement critique aussi bien par la gauche révolutionnaire que par la gauche réformiste. Et, il est très souvent rejeté par la droite. La plupart du temps, ces critiques et ces rejets conduisent à un curieux aveuglement qui cache aussi bien aux droites qu'aux gauches les syndromes populistes qui se manifestent dans leur propre camp.

Je veux ajouter que cet asynchronisme bigarré est généralement perçu comme la preuve de l'échec du projet néolibéral et que les flux de cette modernisation aveuglante sont interprétés comme les effets malins de l'américanisation et de la globalisation. C'est pour cela qu'il est tout naturel que par exemple, les conquêtes du populisme bolivarien soient considérées par beaucoup comme un processus de gauche, comme la transition à une société plus juste et démocratique. En réalité, ce projet populiste a pris son aspiration dans les franges les plus bigarrées du désordre social et politique pour agglomérer de façon incohérente les idées qui constituent le dénommé « socialisme du XXI^e siècle ». Et c'est là-dessus qu'il base son refus de la modernisation rampante pour mettre à l'honneur l'anti-impérialisme rupestre et démagogique qui le caractérise.

LE NOUVEAU CONTEXTE POLITIQUE LATINO-AMÉRICAIN

L'époque où le mur de Berlin est tombé et où pratiquement tous les États socialistes ont disparu coïncide avec la chute des dictatures latino-américaines et l'émergence de régimes démocratiques. Cette coïncidence marque profondément l'évolution du panorama politique. Depuis que la démocratie politique a remplacé les dictatures en Amérique latine, il est possible de discerner tant au sein du spectre des forces de droite que dans celui des forces de gauche un déplacement vers le centre et un abandon des positions extrémistes. Les héritiers des droites putschistes et militaristes sont en voie d'extinction. La carte de la gauche a changé radicalement : les options guérilleras et révolutionnaires en lutte pour un socialisme pur et dur disparaissent et sont remplacées par des alternatives qui privilégient la voie électorale. Ce glissement vers le centre a été démontré de façon incontestable et parfois spectaculaire dans la campagne de Lula en 2002, quand il a enfin remporté les élections. On a constaté la même chose au Chili. Ces deux pays sont aussi un exemple de l'extinction des droites dictatoriales et anti-démocratiques. Tout cela paraîtrait indiquer que les tendances au renforcement des courants libéraux démocratiques et socio-démocrates aboutissent à une compétition pour occuper des positions centristes.

Toutefois les choses ne sont pas si simples. En Amérique latine les vieilles cultures politiques autoritaires qui, si distinctes soient-elles, peuvent être qualifiées de populistes, n'ont pas pour autant disparu. Et il est probable que les exemples les plus résistants de cette vieille culture politique soient le priisme mexicain et le péronisme argentin. À la différence d'autres populismes ceux-ci ont eu une expression étatique, un phénomène gouvernemental lié au pouvoir où apparaît un leader ou un *caudillo* avec une très large base sociale. Mais en même temps, Lázaro Cárdenas y Juan Domingo Perón sont des exemples des immenses disparités entre les situations politiques qui leur donnèrent naissance.

Les résonances populistes en Amérique latine d'aujourd'hui ont suscité une inquiétude dans tout le continent. Ses plus importantes manifestations, en Bolivie, en Équateur, au Mexique, au Nicaragua, au Pérou et au Venezuela ont très sérieusement modifié le spectre politique de ces pays. À mon sens ils ont provoqué une distorsion au sein des courants de gauche qui, au lieu de se rapprocher de positions et d'attitudes sociales démocrates (comme cela a été le cas au Brésil, au Chili et en Uruguay), ont été séduits par le vieux populisme et ont reçu l'influence, directe ou indirecte, de la culture dictatoriale du socialisme pétrifié des Cubains. Au Pérou, l'explosion du nationalisme populiste a été conjurée par une forme molle et atténuée de ce même courant politique (l'aprisme d'Alan Garcia). Le populisme péroniste ne paraît guère virulent en Argentine, et au Mexique les attitudes agressives et conservatrices de López Obrador l'ont conduit à une très courte défaite électorale.

Les actuelles tendances populistes sont un phénomène important qui doit retenir notre attention. Ils sont symptomatiques, comme je l'ai dit, des

problèmes de fond auxquels ils nous ramènent. C'est-à-dire à la présence dans beaucoup de pays latino-américains de formes culturelles liées au populisme, formes culturelles beaucoup plus vastes et profondes que leurs seules expressions idéologiques. Il s'agit d'une culture populaire nationaliste, conflictuelle, révolutionnaire, antimoderne, aux racines supposément indigènes, méprisant les libertés civiles et peu encline à la tolérance. Bien évidemment mon exemple préféré est celui de la culture priïste qui est celle que je connais le mieux et dont j'ai le plus souffert. Mais la présence plus ou moins importante d'expressions culturelles semblables est aisément discernable dans de nombreux pays. Il est important de souligner que ce type de culture populaire vit en symbiose avec une droite peu cultivée qui la stimule, et qu'elle est souvent liée à des entrepreneurs mal dégrossis et amateurs de gains rapides et faciles, peu soucieux de gestion économique à long terme, méfiant vis-à-vis du libre commerce, qui font fortune à l'ombre de la politique et qui souvent se drapent dans la corruption. Une variété curieuse de cette culture populiste de droite s'est développée au Mexique, impulsée par une bourgeoisie nationaliste et révolutionnaire, très favorable à l'institutionnalité dictatoriale d'un parti unique.

LES ALTERNATIVES POPULISTES

Le populisme entendu comme culture politique ne peut constituer une alternative sérieuse en matière de développement économique et socio-politique. Ce n'est ni une option pour un modèle socialiste ni une modalité du développement capitaliste accéléré. Au lendemain de 1989, les projets visant à la construction d'un État socialiste sont à la fois rares et tragiquement anachroniques. On a néanmoins quelques exemples de ces projets en Amérique latine, presque tous en relation. Ainsi l'étrange socialisme populiste vénézuélien proposé par Chávez est lié au modèle révolutionnaire cubain obsolète. Et l'on peut penser que cette option n'a aucune viabilité et que tôt ou tard elle disparaîtra. Si les réserves pétrolières du Venezuela paraissent pouvoir durer deux cents ans le modèle chaviste est tout aussi incapable de créer un développement moderne que l'a été le projet exotique de Kadhafi en Libye dans les années 1970. J'ai de plus l'impression que l'on ne tardera pas beaucoup à voir Cuba s'orienter vers cette transition si particulière qu'est le « socialisme de marché » à la chinoise.

D'un autre côté, nous avons des gouvernements populistes qui ont accepté les règles du jeu de la globalisation du monde capitaliste et qui, en même temps, appuient des politiques sociales clientélaïres et assistantielles. Dans certains cas, comme l'ont démontré Alan Garcia dans les années 1980 et Menem dans les années 1990, ils furent de mauvais administrateurs d'un capitalisme tout à la fois agressif et en faillite. Une variante particulièrement tragique et corrompue de ce modèle fut l'expérience de Fujimori dans le Pérou des années 1990. On peut en conclure que la culture politique populiste associée à un agenda économique néolibéral a des coûts extrêmement élevés et est incapable de favoriser la croissance et la production de richesse qui pourraient être à la base du financement de programmes sociaux, de

politiques de santé, d'emploi, d'éducation et de réduction de la pauvreté. Cet échec est à mettre en relation, en partie, avec les difficultés propres à un gouvernement soumis à la logique culturelle populiste de s'insérer dans la globalisation et d'attirer des investissements.

Il faut maintenant se poser la question suivante : quelles sont les possibles répercussions des cultures populistes sur les institutions démocratiques ? C'est un problème central dans différents pays et il n'est pas facile de parvenir à une conclusion puisque nous sommes face à des processus en cours et dont on ne connaît pas le terme. Il est probable que le typique coup d'État d'extrême-droite mené par des militaires contre des gouvernements populistes est une alternative assez improbable. Mais en revanche, la possibilité que les gouvernements populistes eux-mêmes suivent un cours qui les conduit à des formes autoritaires et anti démocratiques est tout à fait possible. De fait, l'évolution désastreuse du gouvernement de Fujimori en offre un exemple dans le passé récent. Est-il possible que les processus boliviens, équatoriens et vénézuéliens s'achèment vers des formes autoritaires semblables à celles de Fujimori mais avec des traits gauchisants ? Si la culture populiste est bien enracinée, la réponse pourrait bien être affirmative et l'on devrait s'attendre à l'entrée de ces pays dans un cycle autoritaire croissant.

Cependant, il y a d'autres chemins possibles pour des gouvernements de gauche aux bases populaires solides. L'alternative la plus connue et la plus parcourue est la voie sociale-démocrate telle que l'ont connue le Chili, le Brésil et l'Uruguay où les gouvernements de Bachelet, Lula et Tabaré ont nettement pris leurs distances avec le populisme. Tout comme les populistes, les gouvernements d'orientation sociale-démocrate mettent l'accent sur la nécessité de promouvoir une société plus égalitaire, incluyente et protectrice vis-à-vis des groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. Mais on constate de grandes différences. On a d'un côté une défense de la démocratie représentative et une politique qui accepte clairement que la globalisation soit aujourd'hui le moteur le plus important du changement. À l'inverse, le populisme appuie des attitudes de confrontation avec les entrepreneurs, considère avec suspicion les investissements étrangers, est agressivement nationaliste et appuie des réformes politiques qui conduisent à la continuité du pouvoir autoritaire du leader. Ces réformes minent la démocratie électorale et favorisent à l'inverse des mécanismes alternatifs de participation et d'intégration populaire de type corporatiste, clientéliste et mobilisateur.

Il est évident que si dans nombre de cas le système des partis et les élites ont exercé le pouvoir dans un contexte démocratique d'une façon si corrompue, irrationnelle, inefficace, et sans aucune équité, ils ont conduit, au final, leur société à la catastrophe. Cela a été le cas au Venezuela dont la vieille démocratie, inaugurée en 1959 avec la chute de Pérez Jiménez, se trouvait tellement corrompue qu'elle a engendré une grande mobilisation populaire contre le système.

LE POPULISME MEXICAIN

Je voudrais maintenant présenter quelques réflexions sur ce que l'on peut considérer comme l'expérience la plus longue, la plus durable et la plus stable du populisme en Amérique latine. Je me réfère au cas mexicain, mon propre pays, le cas que je connais le mieux et qui est l'exemple des coûts très élevés que paie une société quand la culture populiste est si profondément enracinée et où même la droite politique et les élites entrepreneuriales l'ont épousée, qu'on en arrive à la constitution d'un groupe hégémonique que Mario Vargas Llosa a appelé si ironiquement « la dictature parfaite ». Si parfaite que pendant des décennies elle a fait l'envie de beaucoup de gouvernements latino-américains et qu'elle a été le modèle de certaines alternatives politiques comme le Pérou de l'époque de Velazco Alvarado et le Nicaragua du premier sandinisme. Les gouvernements mexicains qui se sont inspirés de la culture populiste – le nationalisme révolutionnaire institutionnel – ont occupé le pouvoir pendant soixante-dix ans et ont consolidé le régime autoritaire le plus difficile à éradiquer en Amérique latine. Venons-en maintenant au problème qui surgit quand on passa enfin du régime populiste à une transition démocratique.

Durant de nombreuses années, l'un des principaux problèmes politiques en Amérique latine fut l'urgence de civiliser et de moderniser les droites. La droite mexicaine – enkystée dans le vieux système populiste – fut une des plus difficiles à ébranler, et cela explique que le Mexique ait été le dernier pays latino-américain à l'exception de Cuba à connaître un processus de transition démocratique. La dictature révolutionnaire institutionnelle, forte de ses larges bases populaires, était un système qui apparaissait aux élites à tel point parfait et sûr qu'on ne pouvait l'abandonner. Ce n'est qu'à la faveur des élections de 2000 qu'un parti de droite indépendant a enfin défait le parti officiel et qu'une époque démocratique a commencé. Mais un problème de légitimité s'est immédiatement posé : par quoi remplacer la culture populiste nationaliste révolutionnaire de l'ancien régime ? Comment construire une légitimité à ce gouvernement élu démocratiquement sans recourir aux vieilles médiations et aux vieilles ressources populistes ?

Le rêve de beaucoup d'administrateurs et de technocrates latino-américains a été de parvenir, d'une façon qui aurait enthousiasmé Niklas Luhmann, à un système politique qui puisse fonctionner et se reproduire sans tirer sa légitimité de la société qui l'entoure, à l'exception du fonctionnement de sa mécanique électorale, et qui assure sa cohésion sans jamais recourir à des structures normatives externes. Le système serait auto-légitimé, autonome, et basé sur la rationalité et le formalisme de l'administration et la capacité de celle-ci à générer les conditions politiques du bien-être. Sous de tels auspices, le système politique n'aurait plus recours à des médiations ni, par conséquent, à des sources extra-systémiques de légitimité.

Cette utopie systémique nous permet de déterminer quelques points nodaux. Tout d'abord la gestion gouvernementale doit opérer sur la base d'une nouvelle culture qui se substitue au nationalisme populiste du PRI.

On a parlé d'une culture managériale dont la structure symbolique devrait avoir la capacité de réarticuler l'identité du système politique. Il ne fait aucun doute qu'à l'échelle mondiale on a multiplié les expériences qui nourrissent la culture gouvernementale, laquelle s'enrichit en outre de l'adoption d'habitudes et de pratiques venues du monde de l'entreprise. Ne nous arrêtons pas à des détails techniques mais posons la question suivante : la culture gestionnaire est-elle suffisante pour légitimer un système politique démocratique. Je crois que non, pas même dans le cas peu probable où une telle culture amène le bien-être économique pour les larges couches de la population la moins favorisée. L'économie ne produit pas en elle-même de la légitimité.

L'hégémonie d'une culture gestionnaire ou technocratique présuppose que le système politique mexicain, depuis les élections de 2000 perdues par le PRI, n'a plus besoin de sources externes de légitimité : la seule efficacité des appareils du gouvernement devrait constituer une base suffisante pour garantir la continuité. Mais, comme nous le savons tous et comme cela est évident, les appareils gouvernementaux au Mexique et en Amérique latine sont très loin de cette efficacité gestionnaire et sont bien trop contaminés par la corruption, le paternalisme ou le corporatisme ; en fonctionnant en puisant seulement leur légitimité dans une nouvelle culture de la gestion et du marketing. Il est curieux que ce soit l'opposition de gauche qui ait la première transmis l'idée que le groupe politique dirigé par Vicente Fox ait gagné les élections de 2000 grâce à ses capacités à dominer les techniques de la publicité politique grâce auxquelles il aurait réussi à tromper des millions d'électeurs. Le nouveau gouvernement aurait ainsi transposé son habileté managériale à l'administration publique. Il s'agit d'une explication simpliste qui ne permet pas de comprendre que la défaite du PRI s'inscrivait dans un processus long et complexe de transition démocratique.

Les causes profondes de la transition, qui renvoient à une grande crise culturelle, s'inscrivent dans un cycle long commencé en 1968 et qui n'est toujours pas clos. Ce cycle long comprend une crise des médiations politiques nationalistes et la lente apparition d'une nouvelle culture politique. Et c'est précisément dans ce cycle long que nous pouvons repérer les signes de l'apparition de nouvelles formes de légitimité. C'est dans les changements et les ajustements de ce système en crise que nous pouvons en découvrir les premiers indices. C'est par exemple, face à la division du parti officiel et face à la crise du nationalisme que le gouvernement priiste a choisi de lancer le Traité de Libre Commerce et a opté pour la globalisation ; puis face aux problèmes de crédibilité qui en ont résulté, il a lancé une réforme politique qui a instauré un mécanisme électoral, autonome et fiable. Paradoxalement, par ces mesures le gouvernement priiste a accéléré sa fin alors qu'il visait à perpétuer sa présence au pouvoir. L'opposition de gauche qui s'était développée grâce à la division du PRI a fait une très mauvaise lecture de cette situation : elle a cru en la nécessité de revenir au nationalisme révolutionnaire originel (cardéniste et même zapatiste) et a développé une attitude populiste de méfiance à l'encontre de la démocratie électorale.

Ce retour du populisme, non plus au travers du vieux parti officiel mais de l'opposition de gauche – le PRD – fut sans aucun doute accueilli favorablement par le gouvernement de Vicente Fox qui s'est laissé tenter par les attraits apparents d'une culture managériale comme base de légitimité. Ceci a favorisé la désillusion de très larges secteurs sociaux, et a suscité une masse d'asynchronie bigarrée, de groupes non-conformes, fragilisant la jeune démocratie instaurée quelques années auparavant. Cela explique, au moins en partie, l'énorme attrait de l'option électorale populiste en 2006. L'autre explication de cet engouement croissant pour le populisme réside dans le fait que, à la tête du gouvernement de la mégapole de Mexico, López Obrador a pu tisser durant des années un grand réseau de médiations clientélistes, fondées sur le caciquisme, base matérielle et politique de sa campagne. Mais cette poussée populiste est restée éphémère et insuffisante pour parvenir à triompher.

La courte défaite de López Obrador en 2006 est principalement due à son choix de revenir au vieux nationalisme révolutionnaire et au style priiste qui avait causé tant de tort au pays. Il a été incapable d'inscrire sa campagne électorale dans une nouvelle culture politique démocratique. Il s'en est pris frontalement à la culture gestionnaire qu'il a, dans ses excès, qualifiée de fasciste. Et tout en ayant un programme modéré et contradictoire, il a donné l'impression qu'il était un révolutionnaire agressif qui ne permettrait pas aux riches de s'enrichir davantage. Il a été tout aussi grossier à l'encontre de la classe moyenne. Les incohérences mêmes de son programme ont fait que peu ont cru qu'il s'apprêtait à le suivre.

L'exemple mexicain permet une dernière réflexion. J'ai signalé les limites et les dangers de ces deux cultures en rivalité: la culture gestionnaire ou technocratique de la droite et la culture populiste de la gauche. Ces deux alternatives peuvent éroder la légitimité démocratique si difficilement acquise, que l'on croie que la politique peut fonctionner avec l'automatisme de l'économie de marché ou que l'on veuille substituer à la démocratie représentative le jeu des caciques, le messianisme ou le caudillisme comme mode de contrôle politique. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une culture démocratique moderne, celle-là même dont la croissance au sein de la société mexicaine a érodé l'autoritarisme populiste, mais qui n'arrive pas à se répandre et à s'enraciner de façon suffisamment nette. Cette culture démocratique a été impulsée par deux grandes tendances politiques: la social-démocratie et le libéralisme qui, depuis la chute du monde bipolaire en 1989, sont en plein processus de rénovation et requièrent encore des changements. Ces changements doivent se focaliser sur la modification et la rénovation de la culture politique des partis et pas seulement se préoccuper de la nécessaire légitimité du système politique. La démocratie politique, comprise comme un système de représentation, ne résout pas les immenses problèmes de la misère, des inégalités extrêmes, ou encore ceux de notre absence de productivité enfin certains de nos retards chroniques. Ce ne sont pas les programmes politiques qui peuvent en eux-mêmes éliminer la pauvreté en Amérique latine. Nous savons depuis longtemps que la culture

est un puissant moteur de l'économie. Les économistes commencent à peine à reconnaître ce fait et c'est pourquoi les structures culturelles ont été aussi de puissants freins à la prospérité économique.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement le mouvement des pièces sur l'échiquier politique continental ou mondial. Derrière les propositions technocratiques et populistes, il y a des processus culturels qui peuvent accélérer ou freiner le bien-être des sociétés latino-américaines. Pour cette raison, la politique doit être un processus civilisateur. Nous avons en Amérique latine un besoin urgent de civiliser la classe politique et de démocratiser la culture populaire. À faire le contraire, au lieu d'accumuler richesse et bien-être, nous continuerons à en perdre décennie après décennie.

Traduit de l'espagnol par Gilles Bataillon